

La DGFiP, Service de la Sécurité Juridique et du contrôle fiscal (SJCF)



Liberté Égalité Fraternité



Le 4 novembre 2021

Service de la sécurité Juridique et du contrôle fiscal

1

Présentation de 2 parcours :

Carole Maudet

Marjorie Beaupuy

2

Les métiers de la DGFiP

3

Le SJCF

4

Nous rejoindre:

Les concours La voie contractuelle 5

1

Présentation de 2 parcours :

Carole Maudet

Marjorie Beaupuy

2

Les métiers de la DGFiP

3

Le SJCF

4

Nous rejoindre:

Les concours La voie contractuelle 5

1

Présentation de 2 parcours :

Carole Maudet

Majorie Beaupuy

2

Les métiers de la DGFiP

3

Le SJCF

4

Nous rejoindre:

Les concours La voie contractuelle (5)

Quelques chiffres



Les effectifs

100 104 agents dont **58,8%** de femmes pour **41,2%** d'hommes

Les particuliers



30,4 millions de déclarations des revenus en ligne 99,14% de taux de recouvrement de l'impôt sur le revenu 70,2% de taux de paiement dématérialisé pour la taxe d'habitation 74,5% de taux de paiement dématérialisé pour la taxe foncière

Les dépenses publiques

Exécutées pour le compte de l'État :

715,5 milliards d'€



Exécutées pour le compte des collectivités locales :

35,5 milliards d'€ pour les régions **72,3** milliards d'€ pour les départements **102,7** milliards d'€ pour les communes **36,5** milliards d'€ pour les groupements à fiscalité propre



La formation

283 497 stagiaires en formation (formation statuaire, continue et préparation aux concours) **+24%** de recrutement par concours



L'informatique

8,2 millions de messages reçus via la messagerie sécurisée impots.gouv.fr



Le budget de fonctionnement

6,8 milliards d'€ de dépenses de personnel **859** millions d'€ de dépenses de fonctionnement et d'investissement



Le domaine

613 millions d'€ de produits de cessions immobilières **110 630** évaluations d'immeubles

Les professionnels



6,4 millions d'entreprises soumises à la TVA **2,4** millions d'entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) **99,7%** de recettes de TVA, **99,6%** de recette IS et **94%** de recettes de taxe sur les salaires.

sont acquittées par le télé-réglement **32,7** millions d'accès à l'espace abonné des professionels



Le foncier

105,5 millions de parcelles et **53,4** millions de locaux répertoriés



Le contrôle fiscal

12 milliards de recettes encaissées par le contrôle fiscal 1,2 millions de contrôles fiscaux 20 000 rescrits chaque année

Les principales recettes fiscales





216,7 milliards d'€ de TVA 69 milliards d'€ d'impôts sur les sociétés 87,9 milliards d'€ d'impôt sur le revenu 2,1 milliards d'€ d'impôt sur la fortune immobilière

- Impôts locaux

23,9 milliards d'€ de taxe d'habitation **43,4** milliards d'€ de taxe foncière

Les 4 grandes familles de missions de la DGFiP

En matière fiscale

Définition de la politique fiscale et éla boration des projets de textes législatifs et réglementaires à travers sa direction de la législation fiscale;

Tenue du plan cadastral et du registre des propriétés intellectuelles ;

Détermination de l'assiette et recouvre ment des impôts, droits, cotisations et taxes;

Contrôle fiscal et lutte contre la fraude;

Traitement des réclamations et requêtes juridictionnelles.

Garante de la sécurité juridique (rescrits et demandes d'agréments fiscaux);

Acteur essentiel dans l'octroi de plans de règlement des dettes fiscales et sociales (commissions des chefs de services financiers);

Représentante de la France dans les négociations internationales.

En matière de réseau, de stratégie et de ressources humaines

Un des réseaux les plus denses des administrations d'État : plus de 100 000 agents et 4 900 services répartis sur l'en semble du territoire ;

Transformation numérique de l'État : offres en ligne, qualité de ses référentiels de données et adaptation constante de ses outils.

En matière de politique immobilière

Mise en œuvre de la politique immobilière de l'État (conception et pilotage de la stratégie patrimoniale du parc immobilier notamment) par la direction de l'immobilier de l'État;

Mise en œuvre des règles et des procédures relatives à l'acquisition, à la gestion, à la cession et à l'évaluation des biens domaniaux.

En matière de gestion publique

Réglementation comptable, production, certification et valorisation des comptes de l'État;

Gestion financière et comptable des collectivités territoriales, des établissements publics locaux et nationaux et des établissements publics de santé;

Analyse financière des comptes locaux, conseil et expertise des projets publics locaux;

Recouvrement des recettes locales ;

Contrôle et paiement des dépenses publiques ;

Gestion des fonds déposés auprès de l'État et activités de préposé de la Caisse des dépôts et consignations ;

1

Présentation de 2 parcours :

Carole Maudet

Marjorie Beaupuy

2

Les métiers de la DGFiP

3

Le SJCF

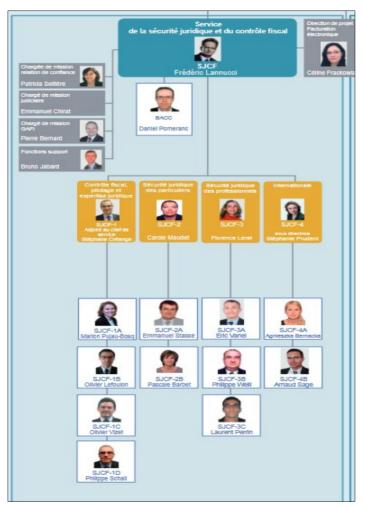
4

Nous rejoindre:

Les concours La voie contractuelle 5

Organisation du Service de la Sécurité juridique et du

Contrôle Fiscal



Missions – schéma simplifié - Service de la Sécurité juridique et du Contrôle Fiscal

| Contrôle fiscal | Sécurité juridique | Pôles transverses |
|----------------------|----------------------|---|
| Pilotage du contrôle | Rescrit | Relation de confiance - Gafi- mission judiciaire |
| Expertise juridique | Contentieux | RH |
| Pénal | Gracieux | Coordination des contrôles |
| International | Demande de solutions | |
| | Patrimonial | |

Sous direction de la sécurité juridique des particuliers – Que fait-on ?

Renforcer la sécurité juridique

Répondre aux demandes de rescrit.

Défendre l'administration devant les juridictions

Le travail des agents consiste à rédiger les mémoires devant les Cours administratives d'appel et devant le Conseil d'État, à répondre aux demandes de solution des services et à rédiger, à leur intention, des messages et instructions.

L'animation du réseau

Accompagner et acculturer les agents autour du sujet de la sécurité juridique.

Quelques exemples de projets

Base des rescrits

La gestion de la campagne de la fiscalité des particuliers

Valorisation des cessions immobilières

Foncier Innovant (#DeepLearning, #Cubeflow, #GCP, #valorisationFoncière)

OCRisation des documents pdf (donations, successions)

Prédiction des entreprises en difficulté

Présentation du budget et des balances comptables des collectivités locales.

Axes stratégiques - SJCF-2

| Sécurité juridique | Organisation/Animation du réseau | Modernisation des outils |
|---|--|-------------------------------------|
| Rescrits- délais | Réflexions sur l'évolution actuelle du réseau | Automatisation des processus |
| Identification des « trous fiscaux » | Renforcer l'animation journées d'étude | Base des rescrits |
| Contentieux de série – fiches études JRP | Séminaire CCass | Mise en place de tableau de bord |

Productions documentaires - Bibliothèque/Fonds documentaire juridique unique et MAJ -

Participer à la consolidation du nouveau service SJCF

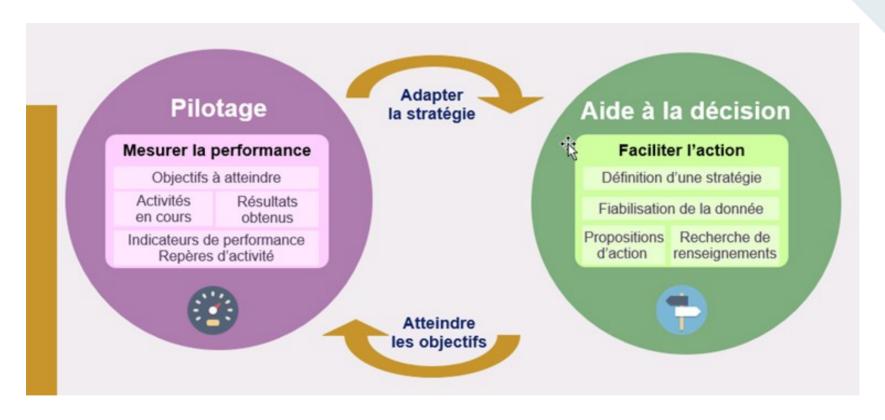
.....et la transformation numérique à la DGFiP

Pourquoi ? Pourquoi maintenant ?

Les principaux axes de transformation

- Trajectoire technologique : investir dans l'ancien et le neuf
- Trajectoire organisationnelle : une transformation avec les métiers
- Trajectoire RH: une transformation au service des agents

Mobiliser nos données



1

Présentation de 3 parcours :

Carole Maudet

Marjorie Beaupuy

2

Les métiers de la DGFiP

3

Le SJCF

4

Nous rejoindre:

Les concours La voie contractuelle 5

La principale voie d'accès à la DGFiP est le concours qui permet d'accéder au statut de fonctionnaire.

La fonction publique se compose en 3 catégories de fonctionnaires (A, B, C), chacune de ses catégories correspondant à un niveau de diplôme (A : Bac+3, B : Bac, C : Brevet).



Inspecteur des finances publiques



Inspecteur Analyste



Inspecteur Programmeur de système d'exploitation





3 concours distincts à la DGFiP pour la catégorie A



Inspecteur des finances publiques



Inspecteur Analyste



Inspecteur Programmeur de système d'exploitation

Description

Corps « généraliste » de la DGFiP, avec plus de 50 métiers, qui vous amènera par exemple à manager et expertiser dans une direction ou un service local, sur une dominante fiscalité ou gestion publique, devenir vérificateur pour participer à la lutte contre la fraude, évaluer les biens du domaine de l'État, ou bien encore travailler comme rédacteur en administration centrale.

Rémunération

À l'issue de votre formation, vous percevrez, en qualité d'inspecteur titulaire, une rémunération nette annuelle de 27432€ (rémunération d'un inspecteur de 1^{er} échelon, débutant, en poste en Île-de-France, calculée au 1^{er} janvier 2020. Cette rémunération pourra atteindre 43 323 €/an en fin de carrière d'inspecteur.



Inspecteur des finances publiques



Inspecteur Analyste



Inspecteur Programmeur de système d'exploitation

Description

- réalisation des études ;
- élaboration des spécifications et des cahiers des charges ;
- contrôle de conformité architecturale ;
- respect des normes et standards ;
- travaux de développement et de maintenance d'applications ;
- missions de pilotage.

Rémunération

Inspecteur des Finances publiques Analyste (catégorie A) :

30 743 €

29 840 € net annuel en province



Inspecteur des finances publiques



Inspecteur Analyste



<u>Inspecteur Programmeur de système</u> d'exploitation

Description

- veiller à l'optimisation des performances et du taux de disponibilité du système informatique ;
- assurer la gestion des sécurités d'accès et des sauvegardes ainsi que l'administration des bases de données, la mise en œuvre d'automates d'exploitation et de programmes utilitaires;
- exercer des missions d'assistance et de conseil des équipes d'exploitation ;
- participer à la conception technique des systèmes de données et de traitements afin d'optimiser l'usage du système informatique et d'en définir les modalités de mise en exploitation ;
- procéder aux études préalables d'acquisitions de matériels informatiques et de logiciels système.

Rémunération

Inspecteur des Finances publiques PSE (catégorie A) :

32 432 € net annuel en Île-de-France

31 529 € net annuel en province

Par voie contractuelle

Par dérogation au principe de l'occupation des emplois permanents par des fonctionnaires, l'administration peut recruter des agents non titulaires, notamment :



Lorsqu'il n'existe pas de corps de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ou lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifie ;

Pour pourvoir des emplois à temps incomplet ou non complet ;

À la DGFiP, la très grande majorité des offres de postes de contractuel concerne la filière « numérique ».











1

Présentation de 2 parcours :

Carole Maudet

Marjorie Beaupuy

2

Les métiers de la DGFiP

3

La DTNum et son pôle données 4

Nous rejoindre:

Les concours La voie contractuelle (5)

